

Election  
présidentielle  
2022

# CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ LIBÉRÉE DE LA PROSTITUTION

## RÉPONSES DE PHILIPPE POUTOU



Philippe Poutou veut garantir un accompagnement adapté et des alternatives à la prostitution, qu'il reconnaît comme une violence. Pourtant, il s'oppose au seul outil qui permet d'assécher efficacement les réseaux, qui pose un interdit sociétal clair sur l'achat d'actes sexuels et s'attaque à l'impunité des proxénètes : la pénalisation des clients. Incompréhensible !

### SES RÉPONSES EN BREF

Philippe Poutou s'engage :

- Pour une société résolument féministe et abolitionniste
- Pour un changement d'échelle dans l'application de la loi de 2016, qui permette à 40 000 personnes qui le souhaitent de sortir de la prostitution sur dix ans
- Pour un ensemble d'actions prioritaires et concrètes afin de répondre aux situations d'urgence

**Son truc en plus :** un ensemble de mesures sociales pour lutter contre la misère, le mal-logement, la précarité des migrant-e-s, rejoignant nos revendications pour créer de vraies alternatives à la prostitution et répondre aux situations d'urgence.

**Ce qui manque encore :**

La pénalisation des acheteurs de sexe, fondement du modèle abolitionniste français, ce qui rend le projet du NPA difficilement compatible avec le projet de société que nous défendons.

Philippe Poutou



**Difficilement compatible  
avec notre projet de société abolitionniste**

## I] Votre engagement pour une société féministe et abolitionniste

### Question 1 :

**Êtes-vous prêt.e à réaffirmer l'importance de la politique publique de lutte contre le système prostitutionnel en l'inscrivant dans le cadre global de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ?**

### Réponse :

Oui.

### Question 2 :

**Prendrez-vous l'initiative de lancer une grande campagne d'information et de sensibilisation sur la réalité de la prostitution et l'interdiction du recours à l'achat d'actes sexuels en France ?**

### Réponse :

Oui pour la campagne d'information et sensibilisation. Par contre, nous nous sommes prononcé.es contre la pénalisation des clients, qui d'après plusieurs associations de concernées, ne fait que renforcer la précarité et la mise en danger des personnes prostituées.

### Question 3 :

**Quelles seront vos mesures pour une politique publique ambitieuse et massive d'éducation à la sexualité, contribuant à la construction collective de relations égalitaires, comme levier indispensable à la prévention de la prostitution des jeunes ?**

### Réponse :

Il faut que l'éducation sexuelle soit intégrée aux programmes scolaires et pas uniquement sous l'angle de la reproduction. Il faut du personnel formé pour aborder les questions relatives à la relation à l'autre, à la vie affective, au consentement, à l'identité de genre... Il faut une éducation à la sexualité à part entière, conçue de manière transversale et intégrant des intervenant.es spécialisées dans le parcours éducatif.

## II] Votre action pour un changement durable en dix ans

### Question 4 :

**Êtes-vous prêt.e à budgéter en loi de finances les 240 millions d'euros nécessaires annuellement pour l'accompagnement global et inconditionnel de 4000 personnes prostituées par an ?**

### Réponse :

Oui, nous pensons même qu'il ne faut pas se donner un budget maximum mais allouer les moyens nécessaires aux besoins pour répondre à toutes les demandes d'accompagnement.

### Question 5 :

**Pouvez-vous prendre l'engagement de déployer les moyens financiers et humains qui permettront de soutenir notamment les politiques publiques suivantes :**

### Réponses (propositions à cocher) :

- Lutter plus fermement contre le proxénétisme y compris sur Internet en s'assurant que les victimes de prostitution puissent déposer plainte dans de bonnes conditions
- Renforcer les services de police et de gendarmerie pour qu'ils disposent des moyens techniques et humains suffisants pour protéger et démanteler les réseaux et s'assurer que la totalité des biens saisis soient affectés à l'accompagnement des victimes

### réponse alternative reçue :

"Globalement le sens de notre engagement politique est de supprimer les bases matérielles qui permettent à la prostitution de se développer. En ce sens la priorité est aux mesures sociales pour lutter contre la précarité, la misère, le mal logement, pour que touTEs les migrantEs aient des papiers etc... Nous ne faisons confiance ni à la police ni à la justice qui sont des institutions au service de la classe dominante et du patriarcat. Le trafic d'être humain comme celui des armes ou des drogues et les bénéfices qui en découlent sont intrinsèquement liés à ce système organisé pour tirer le profit maximum de tout ce qui peut se vendre et s'acheter sans aucune considération morale. C'est en abattant ce système que nous pourrons démanteler les réseaux de prostitution et saisir les biens de profiteurs quels qu'aient été leurs liens avec les pouvoirs en place"

- Appliquer la loi interdisant l'achat d'actes sexuels y compris via les outils de nouvelles technologies de l'information et de la communication pour lutter contre cette violence sexiste et sexuelle et assécher les profits des proxénètes et des réseaux de traite des êtres humains



**réponse alternative reçue :**

"Nous sommes pour l'abolition du salariat et des rapports marchands, en ce sens, comme nous l'avons dit précédemment, nous sommes pour prioriser le développement des droits humains et la garantie de conditions de vie décentes pour toutes, seuls moyens de lutte efficace contre les réseaux de traite. La loi interdisant l'achat d'actes sexuels s'appliquant principalement sur les clients et non pas sur les proxénètes et les réseaux de traite, elle ne nous paraît pas être la réponse la plus adaptée.

Le NPA est opposé à l'achat d'actes sexuels, car cela s'inscrit dans la soumission de l'ensemble des activités humaines aux logiques du marché capitaliste. En réduisant le sujet à l'état d'objet, la prostitution détruit la personne et perpétue le stéréotype de « besoins sexuels » masculins que les femmes seraient là pour assouvir ; en complète contradiction avec notre combat pour l'égalité. Pour en finir avec l'achat d'actes sexuels, il faut utiliser d'autres voies que la pénalisation des clients, car les personnes en situation de prostitution se plaignent que cette répression se retourne contre elles."



- Mener des actions d'information sur leurs droits et garantir l'accompagnement inconditionnel des personnes en situation de prostitution, y compris en dehors des parcours de sortie de prostitution

**Autre :** \_

**Question 6 :**

***Avez-vous des précisions à apporter quant aux mesures que vous comptez mettre en œuvre pour rompre l'impunité des agresseurs et protéger durablement les victimes du système prostitutionnel ?***

**Réponse :**

Comme pour les violences nous préconisons d'abord l'écoute des personnes en situation de prostitution : il faut croire les victimes lorsqu'elles dénoncent les violences qu'elles ont subies. L'ensemble des autres mesures s'appliquent : régularisation des sans papiers, assistance financière et juridique, hébergements d'urgence.

**Question 7 :**

***Comment comptez-vous garantir le financement pérenne, en adéquation avec les besoins, des actions pour la prévention de la prostitution et l'accompagnement des personnes prostituées ?***

## Réponse :

Les questions de financement sont des questions de choix politiques. L'imposition à 50 % sur les sociétés comme cela était le cas jusqu'en 1985, la suppression de tous les cadeaux aux entreprises ou un taux marginal à 100 % pour les revenus au-dessus de 5 fois le SMIC... permettront de dégager des moyens financiers pour de nombreuses mesures sociales.

### **Question 8 :**

**Êtes-vous prêt.e à travailler à la mise en œuvre concrète d'une diplomatie féministe et abolitionniste ?**

## Réponse :

Nous ne nous inscrivons pas dans une perspective de "diplomatie française" mais bien dans une perspective de solidarité entre les peuples, une perspective internationaliste. En ce sens nous sommes solidaires de toutes les personnes qui subissent des violences sexistes et sexuelles à travers le monde, nous sommes pour leur accorder le droit d'asile, nous sommes pour l'arrêt de toute coopération avec les dictatures aujourd'hui soutenues par l'état français, pour le retrait de toutes les troupes françaises, notamment en Afrique. La politique étrangère menée par l'Etat français participe de situation de violences et d'exploitation économique qui contribuent au développement de situation favorable au développement de réseaux de prostitution et d'escalavage.

## III] Agir dès demain

### **Question 9 :**

**Les mesures suivantes sont attendues en urgence par nos associations. Lesquelles mettrez-vous en œuvre dès la première année de votre mandat si vous êtes élu.e Président.e de la République ?**

## Réponse :

Vous comprendrez que nous n'envisageons pas que Philippe Poutou puisse être élu président dans le cadre du système actuel de la Ve République. Toutes les mesures qui relèvent des institutions en place (circulaires ministérielles, protocoles, interdictions administratives, feuilles de routes...) sont pour nous condamnées à l'inefficacité en l'absence de mobilisation d'ampleur, de changement réel de rapport de force tant sur les questions féministes que sociales. La lutte contre l'oppression des femmes, des personnes LGBTI et donc la disparition de la prostitution est intrinsèquement liée au dépassement du système capitaliste et patriarcal. En attendant, nous défendons toutes les mesures sociales qui permettront de lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

## Réponses (propositions à cocher) :

### Pour renforcer le changement de regard de la société sur le système prostitutionnel :

- Diffuser, comme prévu par la loi, une grande campagne nationale visant à informer et sensibiliser le grand public sur l'interdiction d'achat d'acte sexuel et la réalité de la prostitution



#### **réponse alternative reçue :**

"Oui pour la campagne d'information et sensibilisation.

Par contre, nous nous sommes prononcé·es contre la pénalisation des clients, qui d'après plusieurs associations de concernées, ne fait que renforcer la précarité et la mise en danger des personnes prostituées."

### Pour accélérer la lutte contre la prostitution des mineur.e.s :

- Émettre une circulaire du Ministre de la justice relative à la systématisation des poursuites et des condamnations des personnes qui achètent un acte sexuel auprès d'un.e mineur.e

- Publier en toute urgence un protocole de renforcement de l'action de la protection de l'enfance en matière de prévention de la prostitution et d'accompagnement des mineur.e.s en danger de prostitution, en lien avec les représentants des services de l'aide sociale à l'enfance et des autorités judiciaires

- Renforcer la formation des professionnel.le.s de l'Aide Sociale à l'Enfance, de la protection de l'enfance, de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), de la police et de la justice à l'identification du risque prostitutionnel chez les jeunes

- Supprimer les sites et annonces de prostitution et sites pornographiques portant violation à la législation française, facilement accessibles par les mineur.e.s



#### **réponse alternative reçue :**

"La lutte contre l'oppression des femmes, des personnes LGBTI et donc la disparition de la prostitution est intrinsèquement liée au dépassement du système capitaliste et patriarcal. Pour autant dès aujourd'hui, nous défendons toutes les mesures sociales qui permettent de lutter contre les violences sexistes et sexuelles, particulièrement des personnes les plus vulnérables aux situations d'emprises que sont les mineur(e)s et les Mineur(e)s Non Accompagné(e)s et qui sont les cibles des réseaux de traite. Pour le premier point nous rappelons que nous sommes pour toutes les mesures judiciaires de protection des mineurs, en particulier la fixation de l'âge de la majorité sexuelle à 15 ans, en dessous duquel la notion de consentement ne peut être retenu, a fortiori lorsqu'il s'agit d'un acte sexuel contre rémunération. Entre 15 et 18 ans, la législation concernant les rapports sexuels entre adultes et mineurs doit s'appliquer aussi.

Pour le point 2 nous ne sommes pas pour la multiplication des mesures de contrôle social telle la vérification de l'âge osseux pour les MNA mais nous sommes pour un renforcement de l'action de protection de l'enfance, accompagnée de moyens conséquents permettant un hébergement véritable avec un accompagnement éducatif de qualité, et des personnels formés avec des salaires en rapport avec la responsabilité que cela implique. Or nous savons que c'est loin d'être le cas aujourd'hui avec les restrictions budgétaires et les réductions d'effectifs éducatifs

Dans le même esprit, nous sommes pour la formation des travailleurs sociaux et de tous les professionnels aux contact des jeunes, pour mettre en œuvre une éducation à une sexualité prenant en compte la relation à l'autre, le respect du corps, le consentement etc. ainsi que des actions de prévention de nature à contrer les modèles sexistes et aliénants véhiculés par l'industrie du porno. Nous sommes pour le point 4 sur les sites pornographiques portant violation à la législation française, facilement accessibles par les mineur.e.s"

**Pour proposer rapidement de vraies alternatives aux personnes en situation d'urgence :**

- Émettre une circulaire du Premier ministre réaffirmant un cadre volontariste et clair aux commissions départementales de lutte contre la prostitution et donnant les moyens aux associations agréées d'accompagner toutes les personnes qui en font la demande
- Diffuser une feuille de route interministérielle pour une meilleure coordination des services de l'Etat afin de garantir l'accès effectif aux droits au logement, aux titres de séjour, à une formation professionnalisante, à la protection et aux soins

 **réponse alternative reçue :**

"Nous sommes pour aller beaucoup plus loin et revendiquer tout de suite la régularisation, a minima le droit d'asile, l'école et la santé gratuite pour toutes."

- Revaloriser l'allocation prévue dans le cadre du parcours de sortie (AFIS) au niveau du RSA dès la première loi de finances de 2022

 **réponse alternative reçue :**

" Nous défendons qu'il n'y ait aucun revenu en dessous de 1800€ qui nous semble le minimum pour vivre décemment."

- Réunir le comité de suivi interministériel en vue d'assurer une mise en oeuvre complète de la loi et d'en adapter les dispositifs, sur la base d'une réunion annuelle a minima

---

***Un commentaire, une dernière précision à nous apporter ?***

**Réponse :**

Pour plus d'information sur notre positionnement : <https://poutou2022.org/node/468>